

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1256 - 10 décembre 1987 - 3 F

D 1256 COLOMBIE: GUÉRILLA UNITAIRE ET MÉDIATION DE L'ÉPISCOPAT

Dans le climat de violence politique grandissante (cf. DIAL D 1255), l'assassinat le 11 octobre 1987 de Me Jaime Pardo Leal, président de l'Union patriotique et ancien candidat à la présidence de la République, a fait l'objet de la réprobation générale. La radicalisation du climat politique s'est, entre autres choses, traduite par l'accord militaire passé en septembre dernier entre les différents groupes de guérillas, accord dont nous donnons ici le texte en premier document. Il faut rappeler l'échec précédent de l'accord de paix signé en 1984 entre la guérilla et le gouvernement (cf. DIAL D 947, 974, 986 et 1064). Un fait nouveau, cependant, et positif: la demande de médiation adressée à l'épiscopat national et acceptée par celui-ci. Nous donnons en deuxième document la déclaration de l'épiscopat en ce sens.

Note DIAL

1 - Accord unitaire dans la guérilla (septembre 1987)

ACCORD UNITAIRE CONSTITUTIF DE LA COORDINATION DE GUÉRILLAS SIMÓN BOLÍVAR

L'ensemble des mouvements de guérilla, aujourd'hui représentés par l'Union Camillo Torres Armée de libération nationale (ELN), le Mouvement du 19 avril (M 19) et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP), se constituent à partir de cette rencontre et à cette date en Coordination de guérillas Simón Bolívar.

Nous nous inscrivons ainsi dans une dynamique de convergence populaire, démocratique, civile et sociale qui traverse toute la Colombie. Cette décision est rendue nécessaire par la situation de crise sans précédent que traverse le pays et qui trouve son expression la plus claire dans la guerre sale, dans la famine galopante et dans la violence déclenchée par l'oligarchie militariste et fasciste.

Conscients de l'autorité, de la voie et de l'exemple que sont les armes du peuple et de son unité, nous avons pris par accord les engagements suivants:

1. Continuer de promouvoir l'unité selon les critères d'autonomie, d'indépendance politique et d'idéologie, dans le respect mutuel entre les différentes forces qui intègrent sa perspective militaire.
2. Impulser tous les processus et les expressions les plus diverses de convergence nationale sur la base de la nécessité de la démocratie et le respect de la vie.
3. Soutenir et impulser toute conquête ou réforme dans le sens d'une amélioration de la qualité de la vie des Colombiens.

4. Exiger toutes les garanties nécessaires pour l'action politique des organisations de masse dans l'élection populaire des maires, que les organisations présentent ou non des candidats.

5. Rejeter l'ultimatum du gouvernement appelant à la démobilisation du mouvement guérillero, car c'est une déclaration de guerre totale, une fermeture définitive au dialogue et une voie sans issue pour un pays qui a besoin de solutions de fond.

6. Nous répétons que nous ne voulons pas la guerre et que nous sommes prêts à rechercher et à proposer des issues politiques répondant aux urgences de démocratisation et de changements nationaux.

7. Nous n'avons pas été les premiers à prendre le chemin de la guerre et nous avons toujours été disposés à suivre d'autres voies. Mais si le régime s'emploie à la généraliser et à l'intensifier, nous relèverons le défi de la confrontation. Nous nous attaquons à la mise en place d'une armée unique comme garantie de défense de la vie, de la souveraineté nationale et populaire.

8. Défendre à fond la vie comme bien suprême pour l'existence de la nation. Aussi nous nous engageons à respecter et à appliquer le droit des gens, les accords de Genève pour l'humanisation de la guerre. Nous exigeons du gouvernement et des forces armées qu'ils respectent eux aussi les normes du droit humanitaire international. Nous nous engageons à donner un traitement humanitaire et digne aux ennemis faits prisonniers au combat, et à respecter la population civile et ses biens dans l'affrontement militaire. Nous rejetons la pratique de la torture, de la disparition et de la menace de mort. Nous rejetons les assassinats de membres de l'Union patriotique ou d'autres mouvements politiques, sociaux et démocrates, assassinats dont les responsables directs sont les organismes de sûreté de l'Etat et leurs appareils paramilitaires. Nous invitons à l'union des efforts, à leur multiplication dans le sens de la vie, à une large mobilisation contre la guerre sale, au châtement des coupables et au droit à la vie comme le plus représentatif des droits du peuple. Nous déclarons le peuple, avec ses organisations, garant d'accords dont l'objectif est la construction de la nouvelle Colombie; et nous l'invitons à se porter garant de la victoire grâce à la réunification du mouvement de guérilla et à la réalisation de ses décisions.

Montagnes de Colombie, septembre 1987

Coordination de guérillas Simón Bolívar

2 - Communiqué du Comité permanent de la conférence épiscopale suite à la vague d'assassinats d'opposants politiques (19 octobre 1987)

Le Comité permanent, suite aux événements répétés et déplorables connus de l'opinion publique, juge nécessaire de déclarer ce qui suit.

1. Le message pastoral sur la défense de la vie publié en juillet dernier par l'assemblée plénière de l'épiscopat a, de l'avis global des Colombiens, reflété la grave crise du pays. Les faits ultérieurs l'ont démontré, tel le lâche assassinat de Me Jaime Pardo Leal. La prolifération de groupes et de tueurs (1) qui s'en prennent à la vie des autres, les assassinats à un rythme inquiétant, les actions terroristes contre la vie, la misère grandissante des classes sociales démunies: tout cela révèle une situation préoccupante, même s'il y a des signes évidents de progrès économiques du pays.

2. La douloureuse réalité affectant la santé de la patrie conseille une rapide Convocation nationale (*) rassemblant, avec les autorités légitimes, toutes personnes et organisations responsables qui recherchent les voies du salut intégral de la Colombie.

[1] Cf. DIAL D 1255 (NdT).

[*] Cf. message pastoral du 4 juillet 1987, n° 88 à 91.

3. Il faut insister sur le fait que, comme nous le disions dans notre message pastoral de juillet, les évêques de Colombie sont disposés aujourd'hui et demain à faire leurs les paroles du Saint-Père: *"Soyez les serviteurs de votre peuple et de vos gens en ouvrant les voies d'une plus grande justice et d'un plus grand progrès social pour tous. N'hésitez pas dans votre défense des droits des plus faibles, dans la sauvegarde de la moralité publique, dans une médiation honorable pour la réconciliation de tous les fils de cette nation noble et cordiale, hospitalière et aimante de la paix "* (**). Dans cette perspective nous avons commencé à prendre de multiples contacts, connus de l'opinion, avec diverses institutions responsables de la vie du pays. Toutes sont d'accord sur la nécessité de créer, de notre part, un climat favorable au dialogue pour la défense de la vie et la fin de la violence, qui est anti-chrétienne et anti-évangélique.

4. Par ailleurs, plusieurs groupes d'insurgés se sont adressés aux évêques de façon répétée et insistante en demandant que l'Eglise recherche une médiation entre le gouvernement et ces groupes. D'autres associations se sont expressément unies à ces demandes.

Nous entendons par médiation, comme le mot l'indique, un acte de bonne volonté en vue de rapprocher des points de vue distants, de sorte que par le dialogue des accords soient obtenus sur le thème intéressant l'une et l'autre partie. Cela implique que, au niveau des conversations, les protagonistes en soient le médiateur et ceux qui sont intéressés à parvenir à des positions claires faites de compréhension réciproque.

Dans ce cas nous, évêques, entendons par "médiation honorable" à laquelle nous invite le Saint-Père, celle qui doit se tenir avec l'acceptation et la participation de l'autorité légitime de la nation et des chefs de la guérilla dûment mandatés par leurs groupes, et cela dans la perspective du bien du pays.

5. Nous sommes conscients qu'il s'agit ici d'un objectif d'un intérêt incomparable pour le bien de la patrie et qui, par ailleurs, répond à l'attente profonde du peuple colombien. Nous invitons donc une nouvelle fois l'ensemble du peuple catholique à prier pour la défense de la vie et pour la paix de la Colombie, et en cette année mariale internationale, de demander à Marie reine de la paix qu'un aussi précieux don devienne réalité parmi nous.

Bogotá, 19 octobre 1987

(Suivent les signatures des évêques
de la conférence épiscopale)

[**] S.S. Jean-Paul II, salutation aux évêques colombiens, édition BAC, n° 207.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)